



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

12 SEP. 2023

**Arrêté préfectoral n° 95/2023/ENV du
complétant les arrêtés préfectoraux n° 446/2014 du 30 janvier 2014 et n°
866/2016 du 25 mars 2016 autorisant la société CENTRALE ÉOLIENNE DU
PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE, à exploiter un parc éolien de dix-huit
aérogénérateurs et cinq postes de livraison sur le territoire des communes de
Damas-et-Bettegney, Dompain, Gelvécourt-et-Adompt, Les Ableuvenettes,
Madonne et Lamerey, Ville-sur-Illon et Harol**

La Préfète des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement en particulier ses articles L. 411-1, L. 181-14, R. 181-45, R. 515-101 à R. 515-109, R. 512-69, L. 511-1 ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022 portant nomination de la Préfète des Vosges, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 446/2014 du 30 janvier 2014 autorisant la société CENTRALE ÉOLIENNE DU PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE à exploiter un parc éolien de 13 aérogénérateurs et 4 postes de livraison sur le territoire des communes de Damas-et-Bettegney, Dompain, Gelvécourt-et-Adompt, Les Ableuvenettes, Madonne-et-Lamerey ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 866/2016 du 25 mars 2016 autorisant la société CENTRALE ÉOLIENNE DU PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE à exploiter un parc éolien de 5 aérogénérateurs et 1 poste de livraison sur le territoire des communes de Ville-sur-Illon et Harol ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 67/2023/ENV du 07 août 2023 portant mesures d'urgence concernant la CENTRALE ÉOLIENNE DU PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE pour le parc éolien qu'elle exploite sur le territoire des communes de Damas-et-Bettegney, Dompain, Gelvécourt-et-Adompt, Les Ableuvenettes, Madonne-et-Lamerey, Ville-sur-Illon, Harol ;
- Vu la proximité – environ 3 kilomètres - entre la partie nord (les 13 éoliennes) et la partie sud (les 5 éoliennes) de la CENTRALE ÉOLIENNE DU PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE ;

- Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu la déclaration de mortalité de milan royal notifiée par la société NEOEN à l'unité DREAL des Vosges le 25 mai 2023 sur un cas détecté le 24 mai 2023 à proximité de l'éolienne E9 ;
- Vu les rapports de l'inspection des installations classées en date du 16 juin 2023 et du 26 juin 2023 ainsi que la proposition d'un projet d'arrêté préfectoral de mesures conservatoires ;
- Vu le courrier de la CENTRALE ÉOLIENNE DU PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE, en date du 11 juillet 2023, en réponse à la demande de l'inspection de lui faire des propositions pour réduire le risque de mortalité par collision avec pale faite dans le rapport de l'inspection des installations classées datée du 16 juin 2023.
- Vu le courrier de la CENTRALE ÉOLIENNE DU PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE, en date du 13 juillet 2023, en réaction au projet précité d'arrêté préfectoral de mesures conservatoires ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à la société NEOEN par courrier en date du 18 août 2023 ;
- Vu les observations émises par la société NEOEN par courrier du 7 septembre 2023 sur le projet d'arrêté préfectoral transmis le 18 août 2023 ;
- Considérant que le cas de mortalité de Milan royal de mai 2023 est attribué à l'éolienne E9, et coïncide à la période n'excédant pas 7 jours après la fauche de parcelles agricoles à proximité de cette éolienne ;
- Considérant que les 13 éoliennes de la partie nord et les 5 éoliennes de la partie sud font partie du même parc éolien - la CENTRALE ÉOLIENNE DU PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE - et qu'elles partagent toutes la même problématique concernant le risque de mortalité du Milan royal, en raison de la proximité immédiate de chaque éolienne avec des parcelles agricoles ;
- Considérant que, compte tenu du contexte agricole du parc éolien, il convient de prévenir les risques de mortalité du Milan royal lors des fauches des parcelles proches des mâts du parc et susceptibles d'attirer des Milans royaux dans l'aire de balayage des pales ;
- Considérant que, compte tenu de l'existence de nids de Milans royaux à proximité du parc éolien, il convient d'appliquer des mesures de bridage qualifiées d'agricoles à l'ensemble des 18 éoliennes du parc ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1 –

La société CENTRALE ÉOLIENNE DU PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE, dont le siège social est situé 4 rue Euler à Paris (75008), ci-après désignée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté.

Article 2 – Bridage agricole

Dans l'attente de la mise en place du dispositif de protection visé à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 67/2023/ENV du 07 août 2023, l'exploitant met en œuvre un bridage agricole défini comme suit :

Chaque année, lors des périodes de migration pré-nuptiale, de reproduction et de migration post-nuptiale du Milan royal, soit du 1^{er} février au 10 novembre, chacune des 18 éoliennes est mise à l'arrêt, du lever au coucher du soleil, le jour même et pendant les 3 jours suivant toute intervention agricole (moisson, récolte, fenaison, labour et déchaumage) sur au moins une parcelle située à moins de 300 m de son mât.

L'exploitant transmet à l'inspection, avant le 1^{er} février 2024 :

- une liste des exploitants agricoles concernés et leur contact ;
- un modèle de convention réalisé avec les exploitants agricoles concernés détaillant les modalités de contact et délais d'information avant travaux agricoles ;

L'exploitant informe l'inspection de toute actualisation notable de ces documents.

L'exploitant transmet chaque année, au plus tard le 15 janvier, une attestation de sa part :

- qu'il dispose bien des conventions en vigueur avec les exploitants agricoles concernés ;
- qu'il a vérifié le contact des exploitants agricoles concernés ;

qu'il a, au besoin, renouvelé l'information des exploitants agricoles concernés et leur sensibilisation à l'enjeu que représente une bonne communication des travaux agricoles.

L'exploitant explicite, dans cette transmission, toute difficulté à contacter un exploitant agricole ou à obtenir de sa part la communication attendue au cours de l'année précédente.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection un registre, pour chaque éolienne, des arrêts déclenchés en application du présent paragraphe, mentionnant a minima la parcelle travaillée à l'origine de l'arrêt, les travaux agricoles réalisés, la date d'information par l'exploitant agricole et la date de début des travaux agricoles, et des défauts de communication relevés.

Tout défaut de communication de la part d'un exploitant agricole relatif à des travaux agricoles dans les secteurs visés au présent arrêté entre le 1^{er} février et le 10 novembre de l'année en cours, entraîne la mise à l'arrêt de l'éolienne concernée entre le 15 avril jusqu'au 15 juin de l'année suivante, du lever au coucher du soleil. Cette mise à l'arrêt pourra être levée à tout moment dès lors que l'exploitant aura fourni à l'inspection des installations classées les éléments permettant de justifier qu'il a remédié à ce défaut de communication.

Article 3 – Dispositions transitoires

Dans l'attente de la mise en œuvre du bridage cité à l'article 2, l'exploitant dépêche sur le site (branche nord et sud du parc) selon le planning de juillet à octobre 2023, joint en annexe au présent arrêté, un écologue permettant de déclencher l'arrêt des éoliennes en cas de détection d'un risque de collision avec une espèce protégée.

L'écologue est tenu de se renseigner auprès des exploitants agricoles afin d'identifier les travaux agricoles prévus les jours où il n'est pas en mission sur site et de permettre à l'exploitant de déclencher le cas échéant l'arrêt des éoliennes.

Article 4 fin du bridage « diurne »

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°67/2023/ENV du 7 août 2023 susvisé sont supprimées.

Article 5 – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CENTRALE ÉOLIENNE DU PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE et dont copie sera adressée aux maires des communes de Gelvécourt-et-Adompt, Dompaire, Les Ableuvenettes, Madonne-et-Lamerey, Damas-et-Bettegney, Ville-sur-Ilion et Harol.

De plus, une seconde copie de cet arrêté sera affichée aux mairies précitées pendant une durée minimale d'un mois, et publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Épinal, le

12 SEP. 2023

La Préfète,

Par délégation du Sous-Préfet,
Secrétaire Général

David PERCHERON

Délais et voies de recours : le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès de la **cour administrative d'appel** de Nancy par courrier au 6, Rue du Haut Bourgeois – CS 50015 – 54035 NANCY cedex ou par le biais de l'application Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) :

1° - Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° - Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter du dernier terme prévu à l'article « Exécution » ci-dessus.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ANNEXE :

Juillet			Août			Septembre			Octobre		
SAM	1		MAR	1	Surveillance	VEN	1		D	1	
D	2		MER	2	Surveillance	SAM	2		LUN	2	Surveillance
LUN	3	27	JEU	3	Surveillance	D	3		MAR	3	Surveillance
MAR	4		VEN	4	Surveillance	LUN	4	Surveillance	MER	4	Surveillance
MER	5		SAM	5		MAR	5	Surveillance	JEU	5	Surveillance
JEU	6		D	6		MER	6	Surveillance	VEN	6	Surveillance
VEN	7		LUN	7	Surveillance	JEU	7	Surveillance	SAM	7	
SAM	8		MAR	8	Surveillance	VEN	8	Surveillance	D	8	
D	9		MER	9	Surveillance	SAM	9		LUN	10	Surveillance
LUN	10	Surveillance	JEU	10	Surveillance	D	10		MAR	9	Surveillance
MAR	11		VEN	11		LUN	11	Surveillance	MER	11	Surveillance
MER	12		SAM	12		MAR	12	Surveillance	JEU	12	Surveillance
JEU	13		D	13		MER	13	Surveillance	VEN	13	
VEN	14		LUN	14	Surveillance	JEU	14	Surveillance	SAM	14	
SAM	15		MAR	15		VEN	15		D	15	
D	16		MER	16	Surveillance	SAM	16		LUN	16	Surveillance
LUN	17	Surveillance	JEU	17	Surveillance	D	17		MAR	17	Surveillance
MAR	18	Surveillance	VEN	18	Surveillance	LUN	18	Surveillance			
MER	19	Surveillance	SAM	19		MAR	19	Surveillance			
JEU	20	Surveillance	D	20		MER	20	Surveillance			
VEN	21		LUN	21	Surveillance	JEU	21	Surveillance			
SAM	22		MAR	22	Surveillance	VEN	22	Surveillance			
D	23		MER	23	Surveillance	SAM	23				
LUN	24	Surveillance	JEU	24	Surveillance	D	24				
MAR	25	Surveillance	VEN	25	Surveillance	LUN	25	Surveillance			
MER	26	Surveillance	SAM	26		MAR	26	Surveillance			
JEU	27	Surveillance	D	27		MER	27	Surveillance			
VEN	28		LUN	28	Surveillance	JEU	28	Surveillance			
SAM	29		MAR	29	Surveillance	VEN	29				
D	30		MER	30	Surveillance	SAM	30				
LUN	31	Surveillance	JEU	31	Surveillance						